



28 septembre 2021

(21-7212)

Page: 1/4

Comité des licences d'importation

Original: espagnol

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION NOTIFICATION POUR L'ANNÉE 2021

ARGENTINE

La communication ci-après, datée du 20 septembre 2021, est distribuée à la demande de la délégation de la République argentine.

Description succincte des régimes

1. L'Argentine applique actuellement deux types de régimes de licences d'importation, l'un automatique et l'autre non automatique, établis au titre de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce, telle que complétée et modifiée par les Résolutions n° 898/2017, n° 5-E/2018, n° 170/2018, n° 507/2018 et n° 526/2018 de l'ancien Secrétariat au commerce, les Résolutions n° 1/2020, n° 133/2020 et n° 102/2021 du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure et les dispositions n° 3/2020, n° 5/2020, n° 9/2020, n° 10/2020, n° 29/2020, n° 30/2020, n° 5/2021, n° 7/2021 et n° 21/2021 du Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciales.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Les produits relevant des positions tarifaires de la Nomenclature commune du MERCOSUR (NCM) importés à titre définitif pour la consommation sont soumis à licences d'importation automatiques, sauf pour les produits mentionnés dans les annexes II à XIV de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce, telle que précisée et modifiée par les Résolutions n° 898/2017, n° 5-E/2018, n° 170/2018, n° 507/2018 et n° 526/2018 de l'ancien Secrétariat au commerce, les Résolutions n° 1/2020, n° 133/2020 et n° 102/2021 du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure et les dispositions n° 3/2020, n° 5/2020, n° 9/2020, n° 10/2020, n° 29/2020, n° 30/2020, n° 5/2021, n° 7/2021 et n° 21/2021 du Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciales, qui sont soumis à licences d'importation non automatiques.

3. Ces deux régimes de licences s'appliquent aux marchandises de toutes provenances, sans distinction.

4. Ils ne visent pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. L'objectif du régime de licences automatiques est de disposer à l'avance de renseignements statistiques descriptifs pour les registres de référence. Le régime de licences non automatiques a pour objectif d'établir un système de vérification préalable adéquat pour garantir le respect des conditions qui régissent l'importation des produits conformément aux dispositions des annexes II à XIV de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce, et aux textes qui la complètent et la modifient.

5. Le régime de licences d'importation de l'Argentine est établi en vertu des instruments juridiques ci-après:

- Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce (SC) (J.O. du 7 juillet 2017).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/275000-279999/276625/texact.htm>
- Résolution n° 898/2017 de l'ancien SC (J.O. du 30 novembre 2017).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/290000-294999/293790/norma.htm>
- Résolution n° 5-E/2018 de l'ancien SC (J.O. du 11 janvier 2018).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/305000-309999/305752/norma.htm>
- Résolution n° 507/2018 de l'ancien SC (J.O. du 31 août 2018).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/310000-314999/313979/texact.htm>
- Résolution n° 526/2018 de l'ancien SC (J.O. du 7 septembre 2018).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/310000-314999/314238/norma.htm>
- Résolution n° 1/2020 du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure (SIECYGCE) (J.O. du 9 janvier 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/330000-334999/333822/norma.htm>
- Résolution n° 133/2020 du SIECYGCE (J.O. du 5 août 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/340000-344999/340705/norma.htm>
- Dispositions du Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciales (SSPYGC) n° 3/2020 (J.O. du 12 mars 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/335000-339999/335387/norma.htm>
- Dispositions n° 5/2020 du SSPYGC (J.O. du 18 mars 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/335000-339999/335690/norma.htm>
- Dispositions n° 9/2020 du SSPYGC (J.O. du 20 mai 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/335000-339999/337775/norma.htm>
- Dispositions n° 10/2020 du SSPYGC (J.O. du 22 mai 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/335000-339999/337892/norma.htm>
- Dispositions n° 29/2020 du SSPYGC (J.O. du 21 octobre 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/340000-344999/343411/norma.htm>
- Dispositions n° 10/2020 du SSPYGC (J.O. du 29 octobre 2020).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/340000-344999/343670/norma.htm>
- Dispositions n° 5/2021 du SSPYGC (J.O. du 11 mars 2021).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/345000-349999/347797/texact.htm>
- Dispositions n° 7/2021 du SSPYGC (J.O. du 15 mars 2021).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/345000-349999/347870/norma.htm>
- Résolution n° 102/2021 du SIECYGCE (31 mars 2021).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/345000-349999/348391/norma.htm>
- Dispositions n° 21/2021 du SSPYGC (J.O. du 29 juillet 2021).
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/350000-354999/352463/norma.htm>

Le pouvoir exécutif national peut abolir le régime de licences sans être tenu d'obtenir l'accord du pouvoir législatif.

Modalités d'application

6. I-XI. Sans objet. Le régime de licences d'importation établi dans le cadre de la réglementation susmentionnée n'implique pas l'application de contingents.

7. a) Les licences doivent être présentées avant le dédouanement des marchandises.

b) Les délais pour l'obtention des licences sont les délais nécessaires pour se conformer aux prescriptions du cadre normatif en vigueur tout en respectant les délais maximums établis à l'article 2 a) iii) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation pour les licences automatiques, et à l'article 3:5 f), pour les licences non automatiques.

c) Les demandes de licences peuvent être déposées et/ou l'importation peut être effectuée à n'importe quelle période de l'année.

d) En vertu de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce et de ses modifications, l'organe administratif auquel présenter les demandes de licences d'importation et l'autorité chargée de l'application du régime de licences d'importation est le

Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciales, qui relève du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure du Ministère du développement productif du pays, et peut demander à tout moment de la procédure l'intervention d'organismes techniques compétents au titre de l'article 5 de la résolution susmentionnée.

8. Il n'y a pas d'autres causes de rejet que celles qui procèdent du non-respect par le requérant des prescriptions établies, dont il est en outre dûment informé. Tous les requérants ont le droit de demander les motifs du rejet auprès de l'organisme pertinent.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution exerçant des activités d'importation et inscrite en tant que telle au Registre des importateurs de l'AFIP a le droit de demander des licences d'importation. Dans le cas des licences non automatiques, une inscription au Registre unique de la matrice de production établi par la Résolution n° 442/2016 de l'ancien Ministère de la production (J.O. du 8 septembre 2016) et les textes qui la modifient est en outre requise.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Pour le traitement des demandes de licences d'importation automatiques, les importateurs doivent utiliser le Système global de surveillance des importations (SIMI), approuvé par la Résolution conjointe n° 4.185-E/2018 de l'AFIP et de l'ancien Secrétariat au commerce (J.O. du 8 janvier 2018), et ils doivent fournir les renseignements indiqués dans l'annexe I de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce et les textes qui la complètent et la modifient.

Pour le traitement des demandes de licences d'importation non automatiques, outre la prescription indiquée pour les licences automatiques, les parties concernées devront être inscrites dans le Registre unique de la matrice de production établi par la Résolution n° 42/2016 de l'ancien Ministère de la production (J.O. du 9 septembre 2016) et les textes qui la modifient et rentrer dans le système, pour la position tarifaire correspondant à la marchandise à importer, les renseignements mentionnés dans les annexes II à XIV de la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce et les textes qui la complètent et la modifient.

Ces renseignements, ainsi que la liste des positions tarifaires soumises au régime des licences non automatiques, peuvent être consultés dans le texte actualisé de la Résolution n° 523/2017 qui est disponible à l'adresse suivante:

<http://servicios.infoleq.gob.ar/infoleqInternet/anexos/275000-279999/276625/texact.htm>

Dans le cas où les prescriptions décrites précédemment ne sont pas dûment respectées dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la présentation officielle de la demande de licence d'importation, la procédure sera automatiquement annulée et son statut sera indiqué dans le Système au moyen de la mention "Baja Art. 4" (annulation article 4).

Pour les marchandises soumises aux procédures de licences d'importation non automatiques, l'Autorité chargée de l'application pourra exiger de l'importateur des renseignements et/ou des documents additionnels mentionnés dans l'annexe XV de la Résolution n° 523/2017 et ses modifications, demander que les organismes techniques compétents interviennent, ou obtenir des renseignements auprès de ses propres sources ou de tiers, et demander des clarifications, si elle le juge opportun. Ces renseignements devront être présentés dans les délais et selon les conditions prévues dans l'article 6 de la Résolution n° 523/2017 et les textes qui la modifient.

11. Tous les renseignements que doivent fournir les importateurs pour les demandes de licences d'importation sont indiqués dans la Résolution n° 523/2017 de l'ancien Secrétariat au commerce et les textes qui la modifient. Les formulaires et documents requis sont disponibles sur le Site Web <http://www.afip.gob.ar/simi/>. En outre, deux manuels explicatifs contenant des renseignements détaillés et actualisés sur les procédures de licences sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.argentina.gob.ar/comprobar-licencias-automaticas-para-importaciones>.

12. La demande de licence d'importation est gratuite.

13. La délivrance d'une licence d'importation n'est pas subordonnée au versement d'un dépôt préalable ou d'une avance.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des licences d'importation est de 90 jours à compter de la date de leur approbation dans le SIMI. Cette période peut être prorogée par l'autorité chargée de l'application, sur demande de l'intéressé, au moins 15 jours avant son expiration et pour des motifs fondés.

15. Aucune sanction n'est prévue en cas de non-utilisation ou d'utilisation partielle d'une licence.

16. La licence d'importation n'est pas cessible.

17. a) Sans objet.

b) Non, uniquement les prescriptions énoncées dans le texte susmentionné.

Autres formalités

18. Pour les produits visés par les Résolutions n° 220/2003 et n° 153/2005 (et leurs modifications et règlements) qui émanent de l'ancien Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux petites et moyennes entreprises de l'ancien Ministère de l'économie et de la production, un justificatif ou une attestation d'exemption devra être présenté au préalable, le cas échéant, via le Système intégré du commerce extérieur (SISCO).

19. Il n'y a aucun lien entre le régime de licences et le régime de change.
